

[Text]

Mr. Epps: Actually, all those questions pretty much are answered by some material that we have been compiling at Ploughshares, which we report on periodically. In fact, the latest is going to be coming out in the next issue of our publication *The Monitor*. But to briefly answer that, if you were to try to present an average or typical Canadian military producer, you would say that it is an aerospace or electronics component manufacturer located in either Ontario or Quebec, with about an even chance of being foreign owned. That's the two-minute answer.

The Chairman: You have about 80 seconds left to—

Mr. Epps: With regard to the DIPP funding, which is the other questions, DIPP funding is now at the level of about \$300 million a year, at least it was last year. There are claims that it is going to drop, but we have yet to see that occur. So we are talking about a substantial amount of money.

In the case of aerospace companies in particular, that is a very sizeable support mechanism. By far and away the largest recipients of DIPP funds are aerospace companies. Pratt & Whitney Canada has had an average of somewhere around one-quarter of all DIPP funds for the last several decades, or at least two decades.

Mr. Brewin (Victoria): Who's had one-quarter?

Mr. Epps: Pratt & Whitney Canada, which is based in Montreal.

Mr. Krause: To put that in context, I think Ken mentioned that Canadian military production is between \$2.5 billion and \$3 billion, which makes the DIPP funding about 10%, if you assume that it's not distributed very evenly. A lot of firms are dependent for more than 10%, which would make that quite uncompetitive.

Mr. Axworthy: Gentlemen, I have a couple of other questions, and this may be information you don't have access to. Within the system of defence production, defence industries, how much is dependent upon patents from other countries or patents that are sort of controlled by the military, which they may have developed in their own laboratories but retain control over? In fact, they are protected, let us say, by government legislation.

• 1015

Mr. Epps: Quite honestly, I wouldn't have all the answers to that one. I can give some examples of both cases. As I mentioned in my statement, the complete weapons systems built in Canada tend to be built after technology has been transferred from some foreign company. Usually that foreign company has been European— at least it has been in the last decade or so.

[Translation]

M. Epps: En fait, on répond à presque toutes ces questions dans les documents que nous publions périodiquement chez Ploughshares. On trouvera des données à jour dans le prochain numéro de notre publication intitulée *The Monitor*. En bref, si l'on voulait tracer un portrait type du producteur militaire canadien, on dirait qu'il s'agit d'un fabricant de composantes aérospatiales ou électroniques situé en Ontario ou au Québec qui aurait une chance sur deux d'appartenir à des étrangers. Voilà ce que je dirais si je devais répondre à votre question en deux minutes.

Le président: Il vous reste encore 80 secondes.

M. Epps: Pour ce qui est du PPIMD, le financement de ce programme est maintenant d'environ 300 millions de dollars par année, du moins c'était le budget de l'année dernière. Certains prétendent qu'il va baisser, mais nous n'en voyons aucun indice pour le moment. Il s'agit donc d'une somme considérable.

Pour les compagnies du secteur de l'aérospatial en particulier, il s'agit d'un mécanisme de soutien non négligeable. Ce sont en effet les compagnies de l'aérospatial qui sont de loin les principaux bénéficiaires des crédits du PPIMD. Pratt & Whitney Canada reçoit environ le quart, en moyenne, de tous les fonds versés par le PPIMD depuis bien longtemps, tout au moins depuis 20 ans.

M. Brewin (Victoria): Qui reçoit le quart?

M. Epps: Pratt & Whitney Canada, dont le siège social se trouve à Montréal.

M. Krause: Pour mettre cela dans le contexte, je précise que la production militaire canadienne est d'environ 2,5 milliards de dollars à 3 milliards de dollars, ce qui fait que les subventions du PPIMD ne représentent qu'à peu près 10 p. 100 de ce chiffre d'affaires en supposant que les fonds ne sont pas distribués très également. Beaucoup d'entreprises dépendent de ce financement pour plus de 10 p. 100, ce qui en fait des entreprises très peu concurrentielles.

M. Axworthy: Messieurs, j'ai plusieurs autres questions, mais vous n'avez peut-être pas accès aux renseignements que je vais vous demander. Dans l'ensemble de l'industrie de la production de défense, dans quelle mesure dépend-on de brevets déposés dans d'autres pays ou de brevets qui sont en quelque sorte contrôlés par les militaires, pour des inventions qui ont été mises au point dans les laboratoires militaires et sur lesquelles les militaires ont toujours droit de regard? En fait, disons que ces inventions sont protégées par la législation fédérale.

M. Epps: En toute franchise, je ne puis répondre à toutes vos questions, mais je peux vous donner certains exemples des deux cas. Comme je le disais dans mon exposé, les systèmes complets d'armements construits au Canada ont tendance à l'être après un transfert de technologie d'une société étrangère, généralement européenne, c'est tout au moins ce qui s'est passé depuis une dizaine d'années.